

La Suisse inquiète

Encore l'UDC. Que faire ?

... **Christophe Büchi**, Lausanne
Journaliste

Les élections fédérales de cet automne ont fait l'objet d'une déferlante de commentaires alarmistes, non seulement en Suisse, mais également à l'étranger. Rarement notre pays a été aussi malmené par les médias internationaux. Le rôle dominant joué par le conseiller fédéral Christoph Blocher durant toute la campagne, ainsi que la nouvelle victoire électorale de son parti, l'Union démocratique du centre (UDC), ont été interprétés par les journalistes extérieurs comme autant de signes du glissement de la Suisse vers un conservatisme teinté de xénophobie, d'autoritarisme et de nationalisme anti-européen.

Ce qui frappe dans ces critiques, qui ne sont pas nouvelles, est leur caractère excessif et sommaire. Exemple parmi d'autres, le journal *The Independent* a présenté la Suisse comme le « cœur des ténébreux de l'Europe » (*heart of darkness*). Au centre de l'attention, la campagne d'affiches de l'UDC mettant en scène des moutons blancs qui chassent un mouton noir à force de coups de pied. Elle s'est vue unanimement condamnée comme raciste. Même le rapporteur de l'UNESCO pour la lutte contre le racisme a cru devoir se rendre en Suisse et dénoncer une inquiétante montée de la xénophobie.

La bonne vieille démocratie suisse est-elle bel et bien devenue le royaume des ténèbres ? Si l'on analyse la politique suisse autrement qu'à la va-vite, les ju-

gements à l'emporte-pièce des médias internationaux laissent pantois. Même si l'on est critique face à certaines évolutions de notre pays, on ne peut que déplorer ces dénonciations caricaturales qui rendent le propos insignifiant. Ces « analyses » témoignent moins d'un bouleversement de la politique suisse, que du déclin général de la presse qui verse de plus en plus dans le sensationnel et qui joue de moins en moins le rôle de médiatrice entre les cultures et les pays (et cela n'est pas seulement valable concernant la Suisse).

Au cours des dernières années, en effet, même les grands titres de la presse internationale ont taillé dans leurs réseaux de correspondants, les réduisant souvent à une portion congrue pour des raisons de coûts. Au lieu d'entretenir des correspondants permanents, les groupes de presse préfèrent de plus en plus, au gré de l'actualité, dépêcher des « envoyés spéciaux » à l'étranger. Et ces envoyés, qui généralement ne passent qu'un jour ou deux dans le pays qu'ils sont censés « couvrir » (ou « décrypter » pour utiliser le terme à la mode), livrent souvent des papiers qui reflètent davantage leurs préjugés que la réalité.

En tant que correspondant de la *Neue Zürcher Zeitung* (NZZ) en Suisse romande, je ne peux que constater et déplorer cette évolution à laquelle peu de journaux résistent et qui achève de discréditer la presse aux yeux de l'opinion publique.

S'il faut relativiser l'impact politique direct de la nouvelle victoire de l'UDC aux élections fédérales, on aurait tort de sous-estimer l'inquiétude diffuse d'une partie de la population qu'elle exprime et le désir de changement de valeurs qui l'accompagne.

Peu de changements

Cela dit, que s'est-il réellement passé lors des dernières élections ? Indéniablement, l'UDC a triomphé une nouvelle fois. En passant de 26 % à 29 % de l'électorat, elle a « bétonné » sa position de parti le plus fort de Suisse. Cette nouvelle avancée a monopolisé l'attention des observateurs, d'autant plus qu'elle n'était pas nécessairement prévue. L'UDC elle-même, habile comme toujours, avait prédit une stagnation de son électorat, préparant ainsi un nouvel « effet de surprise ».

Il y a quatre ans, nous avons intitulé notre analyse des élections fédérales, *Une Suisse plus dure*.¹ On serait tenté cette fois de titrer, *Une Suisse encore plus dure...* Mais gardons-nous d'affirmations trop générales. Car il faut tout de même relativiser la victoire de l'UDC ainsi que l'étiquette de « premier parti de Suisse » décernée au parti de M. Blocher.

D'abord, l'avance qu'il possède sur le Parti socialiste, qui est en recul, n'est que de quelques pour-cent. Ensuite, l'UDC est toujours très éloignée d'une position hégémonique qui lui permettrait de devenir le timonier incontesté de la politique nationale. En fait, le Parlement fédéral se compose dorénavant de trois

blocs de force quasi identique : la droite nationale (UDC), les partis du centre et du centre-droit (radicaux et Parti démocrate-chrétien), et le camp formé par la gauche et les Verts.

En s'alliant au centre-gauche, les partis bourgeois modérés peuvent à tout moment l'emporter sur l'UDC. Au Conseil des Etats (chambre des cantons), les radicaux et le PDC tiennent même à eux seuls une (courte) majorité des sièges. A l'avenir, la politique nationale se fera donc au centre. D'ailleurs, malgré la victoire obtenue par l'UDC en 2003, la politique fédérale ne s'est guère « droitisée » au cours de la législature passée, au contraire. En matière européenne notamment, l'UDC est allée de défaite en défaite. Ainsi le peuple suisse a accepté nettement tous les projets de rapprochement avec l'UE, comme les accords bilatéraux, l'entrée de la Suisse dans l'espace Schengen et l'extension de la liberté des personnes aux nouveaux membres de l'UE.

L'UDC n'a pas non plus réussi à imposer son « agenda néolibéral » en matière fiscale et sociale, même si elle s'est souvent alliée dans ce domaine à l'aile économique du parti radical. La libéralisation du marché de l'électricité et le nouveau paquet fiscal, qui aurait notamment réduit les charges pour les détenteurs de titres de bourse, ont spectaculairement échoué en votation populaire. Je ne vois qu'un seul domaine où l'UDC a pu imprégner de son empreinte la politique fédérale au cours de ces dernières années : la politique des étrangers. Indéniablement, la ligne en matière d'asile et de sécurité a été marquée par un certain durcissement. Mais ce changement ne correspond de loin pas aux exigences maximalistes de l'UDC. Certes, la Suisse

Logo de Longo Mai



1 • In *choisir*, décembre 2003, n° 528, pp. 18-21.

est devenue moins accueillante. Mais il serait bien exagéré de prétendre qu'elle a rompu avec sa tradition de refuge. Et puis, elle ne constitue pas une exception dans ce domaine, mais suit plutôt une tendance européenne, voire mondiale. Le bouleversement politique qui serait survenu cet automne en Suisse, à en croire certains médias, n'en est pas un en réalité.

S'il fallait répondre à la question de ce qui va changer ces prochains mois en politique fédérale, la réponse serait : rien ou presque. A l'avenir, la Suisse suivra une ligne médiane faite de compromis entre gauche et droite, néolibéraux et étatistes « sociaux », entre europhiles et europhobes. Et au moment où j'écris ces lignes (mi-novembre), il est fort à parier que l'excitation autour de l'élection du nouveau Conseil fédéral et la réélection du conseiller fédéral Blocher débouchera, à la mi-décembre, sur le statu quo, c'est-à-dire la réélection de tous les membres du gouvernement et la prolongation de la formule actuelle de répartition des sièges au Conseil fédéral (2 radicaux, 2 UDC, 2 socialistes et une PDC).

Dans l'air du temps

Et pourtant. Si l'on ne peut pas parler d'un bouleversement de la vie politique, il est vrai que ces dernières années, l'ambiance, le *Zeitgeist*, a changé en Suisse comme ailleurs. Les paradigmes qui ont marqué la vie politique des années '80 et '90 sont en train de faire place à de nouvelles idées fixes, à de nouvelles obsessions. Autant les dernières décennies ont été dominées par des maîtres-mots comme ouverture, solidarité, égalité des chances, redistribution, qualité de vie, etc., autant l'ère nouvelle semble revenir aux vieux mots d'ordre : identité, travail, discipline, autorité.

On célébrera l'an prochain les quarante ans de mai 68 et on entendra les vieux combattants (plus « com » que « bat-tants »). C'est bien là le signe que cette époque fait partie de l'histoire. La belle révolution culturelle est révolue. Ce n'est plus Rousseau, Marx et Freud qui sont demandés, mais Hobbes, Malthus et Darwin.

L'avancée de l'UDC est un avatar helvétique de ce changement de paradigme, sensible partout dans le monde occidental. En flirtant avec le darwinisme social (que le plus fort gagne) et en érigeant l'égoïsme des nations en vertu suprême, l'UDC est soudain dans l'air du temps, alors que les socialistes font figure de ringards. La cote des valeurs maternelles est en baisse : on demande de nouveau des pères, seraient-ils fouettards, et de la virilité. Si M. Blocher plaît et séduit, c'est qu'il n'a justement rien de ce qui passait auparavant pour plaisant et séduisant. Le rugueux, le rigoureux et le rigide sont de nouveau « sexy ».

L'UDC n'a pas gagné en premier lieu parce que son programme d'actions serait extraordinairement convaincant, mais parce qu'elle donne l'impression de répondre à cette nouvelle demande sociale. Le parti de Blocher a profité du sentiment d'insécurité qu'éprouvent bien des Suisses. Beaucoup de gens ont l'impression que la société libérale et permissive capitule devant la montée de l'insécurité et de l'incivilité, devant l'omniprésence de la pornographie et la dissolution des liens sociaux. La société laxiste, pensent-ils, a besoin d'un laxatif.

Mais il y a autre chose encore. Les gens n'ont pas voté pour l'UDC uniquement parce qu'ils ont peur de la criminalité, de la globalisation ou de l'étranger. Cette interprétation courante est inopérante, parce que trop courte. Ils n'ont pas seulement voulu dire « non », mais aussi

« oui », oui à une Suisse décomplexée et fière d'elle-même. Ce n'est pas un hasard si les livres d'histoire suisse rencontrent actuellement un succès grandissant auprès du public, après des décennies où l'élite intellectuelle criait « Europe, Europe » et où l'autoflagellation faisait figure de sport national. Après tout, se disent beaucoup de Suisses, l'ouverture (d'esprit, des frontières, etc.) n'est pas nécessairement une vertu : un seau trop ouvert perd son eau.

Écouter, la seule solution

Bien sûr, l'UDC blochéenne a des côtés inquiétants. Indéniablement, ce parti, en clamant haut et fort que le travail mérite récompense et que les pauvres n'ont qu'à travailler, verse souvent dans le poujadisme et un vulgaire darwinisme social sentant le XIX^e siècle et l'ère des colonies. Et puis, que dire de l'opposition flagrante entre l'esprit démocrate proclamé à l'extérieur et les structures corporatistes et autoritaires mises en place à l'intérieur du parti ?

Le mélange qu'il pratique de néo-conservatisme et de néolibéralisme est bourré de contradictions, et il faut l'habileté machiavélique de Christoph Blocher pour le faire oublier. D'ailleurs, il n'est pas sûr que ce mélange hétérogène tiendra longtemps, une fois Blocher retiré de la scène politique. Et ce jour, inéluctablement, arrivera, car ce politicien protéiforme, à la fois tribun, homme d'affaires, chef de parti et conseiller fédéral, est certes hors norme et quasi omniprésent, mais nullement immortel, à ce que l'on sache. Le malaise que l'on ressent en observant la pratique de ce parti ne dispense pas d'analyser en profondeur les raisons de son succès. Car ce n'est qu'en iden-

tifiant vraiment ces causes que les autres forces politiques pourront reprendre du poil de la bête.

Pour beaucoup de Suisses, opposés au laisser-aller de la société permissive, voter pour Blocher est un pis-aller. Ils votent UDC car ils ont l'impression que les autres partis ont depuis longtemps déserté certaines valeurs qui méritent d'être défendues. Ces Suisses sont inquiets et expriment un malaise, un désir de changement. On aurait tort de ne pas le prendre en compte.

Ce n'est pas en mettant l'UDC en quarantaine, en l'excluant d'un mythique « pacte républicain », notion importée de France et parfaitement inadaptée à la réalité suisse, ou en prônant un « cordon sanitaire » anti-UDC, comme le fait - avec brio d'ailleurs - le conseiller national PDC Jacques Neiryck, qu'on prendra la mesure de ce parti.

Ce qu'il faut, c'est réellement écouter ceux et celles qui ont cru devoir voter « pour Blocher » et leur proposer des solutions alternatives. Cela pourrait être le début d'une autre ère politique, d'un retour du balancier. A défaut de quoi, dans quatre ans, nous serons obligés de parler d'une nouvelle victoire de l'UDC.

Chr. B.